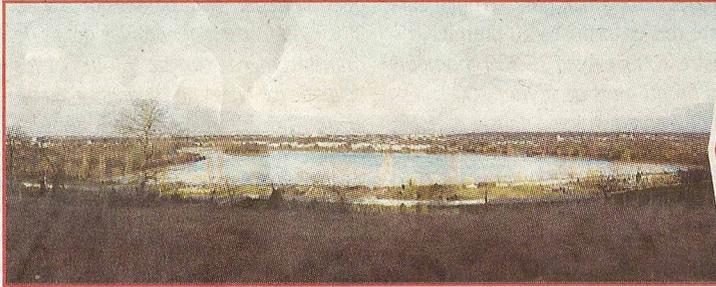
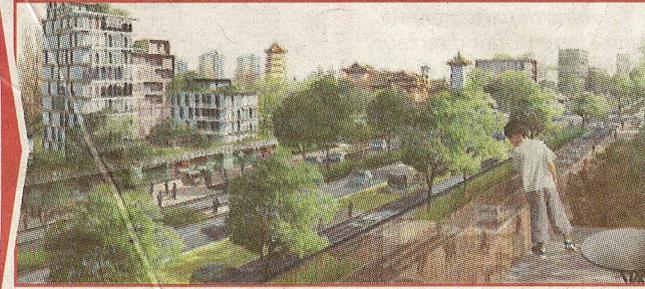
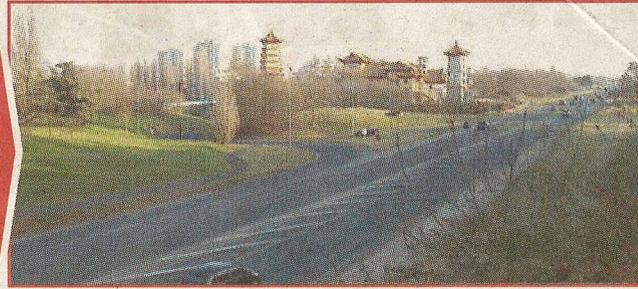


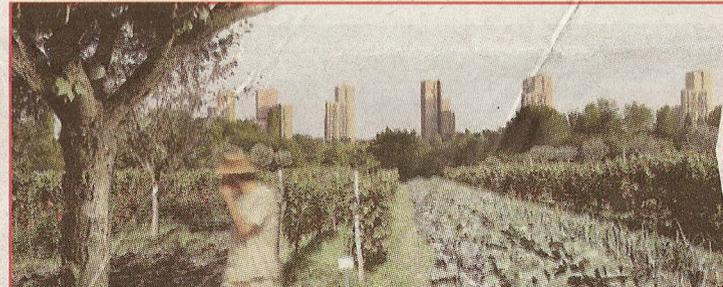
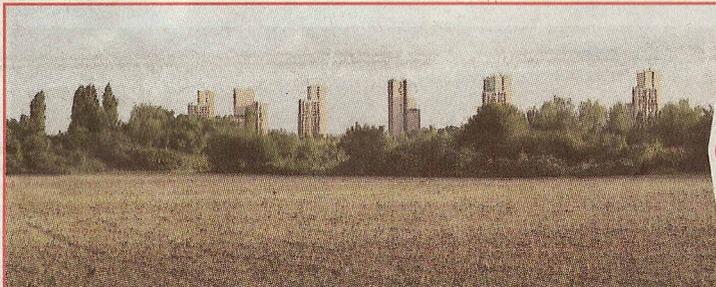
Grand Paris : les architectes ont aussi planché sur l'Essonne

A Evry, l'architecte Yves Lion, du groupement Descartes, envisage de transformer la Nationale 7 en un boulevard métropolitain qui, en écho aux boulevards parisiens, pourrait devenir un lieu de promenade et de distraction.



Dans cette vue prise depuis le chemin des Rois des étangs de Grigny, l'architecte Yves Lion préconise d'aménager un vaste parc, à l'échelle de la métropole parisienne, parce que « le paysage francilien est un bien en commun dont chacun doit pouvoir profiter ».

A Paray-Vieille-Poste, l'architecte Yves Lion voit à l'horizon 2030 la Nationale 7 évoluer vers un boulevard urbain et paysager en profitant des opportunités foncières, comme les aires de parking des centres commerciaux.



« Limiter l'étalement urbain et repenser la périurbanisation par l'agriculture ». Cela induirait la création de territoires privilégiés de l'agriculture urbaine comme ici à la Saussaie des Gobelins à Vigneux.

A l'occasion de l'inauguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine au Palais de Chaillot, le 17 septembre 2007, le président de la République, Nicolas Sarkozy, s'était engagé à lancer une vaste réflexion sur l'urbanisme et l'architecture au sein de l'agglomération parisienne. Par la suite, le ministère de la Culture et de la Communication avait ouvert une consultation internationale de recherche et de développement pour laquelle dix groupements ou ateliers d'architectes-urbanistes avaient été retenus pour plancher sur "le grand Pari(s) de l'agglomération parisienne".

La prise en compte des besoins

Avant que les différents projets soient exposés dans les prochaines semaines au sein même de la Cité de l'architecture et du patrimoine, tous les architectes urbanistes (Roland Castro, Finn Geipel, Antoine Grumbach, Djamel Klouche, Yves Lion, Winy Mass, Jacob Van Rijns / Nathalie de Vries, Christian de Portzamparc, Jean Nouvel / Richard Rogers / Bernardo Secchi et Paola Viganò) ont été reçus par l'Élysée, jeudi 12 mars. Les dix projets présentés ont tous pour point

commun la prise en compte des besoins de la population à long terme, misant sur une stratégie de développement durable qui tienne compte des caractéristiques propres à chaque territoire.

Parmi ces projets, plusieurs évoquent le département de l'Essonne. Ainsi, celui déposé par l'architecte Roland Castro préconise un usage plus intensif du fret, avec l'utilisation de lignes de chemin de fer entre Brétigny, Vigneux-sur-Seine et Evry, celui de Bernardo Secchi et Paola Viganò s'intéresse à la requalification des grands ensembles, prenant exemple sur la Grande-Borne à Grigny. De même le projet de Finn Geipel cite le département de l'Essonne comme générateur de valeurs pour l'environnement, avec ses rivières, mais aussi sa culture maraîchère qui devrait prendre de l'importance à l'avenir dans le futur Grand Paris. Mais c'est surtout le projet déposé par le groupement Descartes qui s'est le plus largement intéressé au département de l'Essonne (voir photos), à la plus grande satisfaction du président du Conseil général de l'Essonne, Michel Berson, qui milite depuis dix ans afin que soit « *reconnu le rôle essentiel du Cône sud-francilien de l'innovation* ». Parmi les orien-

tations de l'architecte Yves Lion, figure ainsi un redécoupage symbolique de la région Ile-de-France en vingt entités, dont trois, la vallée de la Bièvre, la vallée de l'Orge et de l'Yvette et le plateau de Saclay, constitueraient la majeure partie du département de l'Essonne.

Nicolas Sarkozy devrait officiellement présenter tous ces projets le mercredi 29 avril prochain, ce qui a poussé le président du Conseil général de l'Essonne à être reçu par le président de la République avant cette date. « *Les dernières annonces du secrétaire d'Etat Christian Blanc sont particulièrement significatives, elles viennent de reconnaître qu'il y a maintenant, en plus du cluster du plateau de Saclay et de son potentiel en matière de recherche et d'innovation, un secteur qui s'étend du sud de Paris jusqu'à Evry.* » Michel Berson se félicite ainsi de l'abandon « *d'une approche de la région parisienne centrée sur le cœur de l'agglomération et du consensus désormais largement partagé, y compris par l'Etat, autour d'une vision métropolitaine élargie aux départements de la grande couronne, qui exercent des fonctions métropolitaines essentielles* ». Pour Michel Berson, « *le travail*

accompli par les équipes d'architectes qui ont réfléchi sur le devenir du Grand Paris » vont de pair avec « *les démarches engagées par les collectivités territoriales, notamment à travers le schéma de développement et d'aménagement "Essonne 2020" ou le Schéma directeur régional d'Ile-de-France (Sdrif)* ».

La question des transports, une priorité

Pour autant, le président du Conseil général regrette « *qu'il n'y ait jamais eu de véritable concertation entre Christian Blanc et les élus des collectivités locales (régions, départements et agglomérations)*. J'entends dire que tout est bouclé et que le président de la République rencontrerait certains élus avant de présenter officiellement ses projets le 29 avril, mais compte tenu de l'impact qu'ils auront sur le département de l'Essonne, j'entends m'en entretenir au plus vite avec le Président », indique Michel Berson, pour qui il reste maintenant à déterminer les modalités de la mise en œuvre concrète des projets de l'Etat. « *La question des transports et de leur financement doit en premier lieu être prioritaire car elle est au cœur des enjeux de cohésion sociale*

et territoriale, ajoute Michel Berson. Il n'est pas possible d'envisager l'aménagement de l'Ile-de-France sans penser à un maillage de transports performant à l'horizon 2030 mais aussi 2020 : pour relier les quartiers d'habitation aux zones d'activités et de services ou pour relier entre eux les pôles de développement. Comment financera-t-on les projets de transports inscrits au Sdrif, comme le prolongement du tramway d'Athis-Mons à Juvisy-sur-Orge, ou le tram-train Massy-Evry, dont le secrétaire d'Etat a pourtant confirmé la réalisation ? », s'interroge le président du Conseil général de l'Essonne, pour qui « *le coût des investissements chiffrés entre 15 et 20 milliards d'euros apparaît très en dessous des besoins nécessaires, d'autant que le coût de la rocade de 130 km présentée par Christian Blanc mobiliserait déjà plus de 14 milliards d'euros à elle seule* ».

Autant de questions, s'il fait partie des élus reçus, que Michel Berson posera à Nicolas Sarkozy, non sans lui rappeler « *le plan de mobilisation pour les transports de la région et du Stif, pour lequel l'Etat n'a toujours pas indiqué s'il participait à son financement !* » ■ **Fabien Herran**